



**PRÉFET  
DES VOSGES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité Départementale des Vosges

Epinal, le 21/11/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SAGRAM**

14 rue de la Prairie  
BP 98  
88194 GOLBEY

Références : S-22-1162RP

Code AIOT : 0006204143

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/10/2022, de la carrière de ST AME (88120). L'inspection a été annoncée le 02/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le programme pluriannuel d'inspection.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAGRAM
- Les Béheux, la Fontaine des Loups 88120 ST AME
- Code AIOT : 0006204143
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non
- Carrière

La carrière de SAINT-AME est une carrière de granit autorisée par arrêté préfectoral n°1061/2016 du 13 mai 2016. Une fois extraits, les matériaux sont acheminés sur le site de la carrière de POUXEUX en vue de leur traitement. Il n'y a pas d'installation de traitement sur le site.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- plan de gestion de déchets
- point d'avancement sur les travaux d'exploitation

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées, pour la protection de l'environnement, relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration, à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle, est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Suivi du Grand Duc	Arrêté Préfectoral du 13/05/2016, article 1.3.1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 13/05/2016, article 2.3.7	/	Sans objet
2	phasage	Arrêté Préfectoral du 13/05/2016, article 2.3.3	/	Sans objet
3	Mare de Méhel	Arrêté Préfectoral du 13/05/2016, article 2.3.6	/	Sans objet
4	Tirs de mines	Arrêté Préfectoral du 13/05/2016, article 7.3.2	/	Sans objet
5	Bassin de décantation	Arrêté Préfectoral du 13/05/2016, article 8.2.7	/	Sans objet
7	plan de gestion de déchet	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
8	Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Le jour de l'inspection la carrière était à l'arrêt.

Lors du contrôle, il n'a pas été constaté de non-conformité majeure.

## N° 1 : Plan d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/05/2016, article 2.3.7
<b>Thème(s) :</b> Autre, plan d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un plan d'échelle adaptée à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les limites du périmètre sur lequel portent le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;</li> <li>• les bords de la fouille ;</li> <li>• les courbes de niveau ;</li> <li>• les cotes d'altitude des points significatifs (niveau du fond de fouille, ...) ;</li> <li>• les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ;</li> <li>• l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes, ...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ;</li> <li>• les zones de stockage des déchets inertes et des terres non polluées provenant de l'activité d'extraction ;</li> <li>• la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection.</li> </ul> <p>Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant transmet tous les ans le plan d'exploitation de la carrière. La dernière mise à jour date du 31 décembre 2021.</p> <p>Le plan synthétise l'ensemble des informations prescrit par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : phasage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/05/2016, article 2.3.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, phasage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le phasage d'exploitation reporté sur les plans en annexe 2 doit être scrupuleusement respecté. Toute modification doit faire l'objet d'une demande préalable au préfet des Vosges.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitation de la carrière est en cours de phase 2. Le plan de phasage établi dans l'arrêté préfectoral est respecté.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Mare de Méhel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/05/2016, article 2.3.6
<b>Thème(s) :</b> Autre, limite des excavations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 20 mètres de la mare de Méhel implantée Nord-Ouest du périmètre de la carrière. Deux massifs rocheux seront maintenus à l'Est de la mare de Méhel et au Sud de l'extension.
<b>Constats :</b> D'après le plan d'exploitation et les constats sur le terrain : - l'extraction est à plus de 20 m de la mare de Méhel; - les massifs rocheux à l'Est et au Sud de la mare de Méhel sont présents.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Tirs de mines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/05/2016, article 7.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, mesure de vibrations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions (immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments) avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. Chaque tir fait l'objet de mesures de vibrations au niveau de deux habitations de Saint-Amé.
<b>Constats :</b> Chaque tir fait l'objet de mesures de vibrations au droit de ces deux habitations de Saint-Amé. Les mesures de vibrations sont transmises au fil de l'eau à l'inspection des installations classées. Au vu des mesures, il n'a pas été constaté de non-conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Bassin de décantation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/05/2016, article 8.2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, bassin de décantation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'accès aux bassins de décantation est interdit par une clôture ou tout moyen équivalent (blocs de pierre, ...).
<b>Constats :</b> L'accès au bassin de décantation est interdit par la mise en place de blocs.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : suivi du Grand Duc

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/05/2016, article 1.3.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, suivi espèces protégés
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans le cadre du dossier de demande d'autorisation, l'exploitant a proposé de réaliser un suivi du Grand Duc d'Europe présent sur le site depuis plusieurs années. Par courrier du 29 février 2016, la Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO), demande que le suivi du Grand Duc d'Europe ne soit pas repris dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Pour lui, la diffusion via l'arrêté préfectoral d'autorisation, de la présence du Grand Duc d'Europe pourrait inciter quelques personnes, à investir les lieux pour satisfaire une certaine curiosité, et menacer son maintien sur le site. Il est à noter que le suivi de l'espèce est réalisé depuis octobre 2013.
<b>Constats :</b> Le Grand Duc est apparemment parti du site depuis cet été. La LPO doit refaire un passage sur le site avant l'hiver. <b>Le service de l'inspection demande à l'exploitant de transmettre, d'ici janvier 2023, le bilan de suivi réalisé pour l'année 2022. Ce bilan doit également déterminer les motifs possibles qui expliqueraient que le Grand Duc soit parti.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : plan de gestion de déchet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;</li><li>- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles;</li><li>- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis;</li><li>- la description des modalités d'éliminations ou de valorisation de ces déchets;</li><li>- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire ou minimum les incidences sur l'environnement;</li><li>- les procédures de contrôle et de surveillance proposées;</li><li>- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage des déchets.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un plan de gestion des déchets. Il a été mis à jour en février 2022. Celui-ci contient : <ul style="list-style-type: none"><li>- la caractérisation des déchets : terre végétale,</li><li>- une estimation des quantités totales de déchets d'extraction, qui seront stockés durant la période d'exploitation : 15 750 m3 .</li><li>- le lieu d'implantation : merlon périphérique avant utilisation dans le cadre du réaménagement.</li><li>- Le plan de gestion définit l'étape d'exploitation, responsable de la production des déchets : c'est le décapage.</li><li>- Le plan de gestion contient les éléments de description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine : L'exploitant n'a pas identifié d'impact potentiel de ces matériaux sur l'environnement ou la santé humaine.</li><li>- Le plan de gestion définit les procédures de contrôle et de surveillance proposées : surveillance incluse dans le cadre de la surveillance environnementale du site.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes, tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010, relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.
<b>Constats :</b> L'inspection menée n'a pas permis de diagnostiquer un potentiel risque de perte d'intégrité de la zone de stockage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet